

Franz Blücher, L'Union européenne des paiements est une solution de transition

Légende: Le 8 août 1952, Franz Blücher, ministre fédéral en charge des questions ayant trait au plan Marshall, insiste sur les difficultés de l'Union européenne des paiements (UEP) pour assurer un fonctionnement sans problèmes des opérations de paiement au niveau communautaire.

Source: Bulletin des Presse- und Informationsamtes der Bundesregierung. Hrsg. Presse- und Informationsamt der Bundesregierung. 08.08.1952, Nr. 108. Bonn: Deutscher Verlag. "Europäische Zahlungsunion eine Übergangslösung", auteur:Blücher, Franz , p. 1035.

Bulletin des Presse- und Informationsamtes der Bundesregierung. Hrsg. Presse- und Informationsamt der Bundesregierung. 08.08.1952, Nr. 108. Bonn: Deutscher Verlag. "Europäische Zahlungsunion eine Übergangslösung", auteur:Blücher, Franz , p. 1035.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/franz_blucher_l_union_europeenne_des_paiements_est_un_e_solution_de_transition-fr-ad64daa1-2bf7-4635-b1d6-c9fdbbe07d25a.html



Date de dernière mise à jour: 05/07/2016

L'Union européenne des paiements: une solution de transition

Nécessité d'une convertibilité monétaire – Stabilité financière intérieure et équilibre de la balance des paiements

Par Franz Blücher, vice-chancelier fédéral et ministre fédéral des Affaires du plan Marshall

D'ici peu, la Communauté européenne du charbon et de l'acier va entamer ses activités. La Communauté européenne de défense devrait, elle aussi, se mettre bientôt à l'œuvre. Même si les négociations en vue de la création d'une union européenne de l'agriculture se trouvent encore au stade des réflexions préliminaires, de nombreux signes laissent penser qu'elle aussi deviendra probablement réalité dans un avenir pas trop lointain. Cependant, toutes ces communautés européennes ne peuvent fonctionner correctement sur le plan économique que si les conditions sont remplies pour un trafic sans entrave des paiements entre les partenaires.

Certes, l'Union européenne des paiements peut rendre de bons services en la matière, mais elle demeure une solution transitoire et partielle. Même si quelques-uns des partenaires de l'accord n'ont malheureusement pas pu aller au-delà de la décision de prolonger son existence d'un an à compter du 1^{er} juillet 1952, bon nombre d'entre eux ont l'intention, au cours de cette année de prolongation, de s'efforcer sans relâche de créer les conditions nécessaires à la convertibilité des monnaies européennes.

Il y a quelque temps, face au constat que des améliorations techniques ne suffiraient pas forcément à elles seules à garantir la capacité de fonctionnement de l'Union des paiements, l'assemblée des ministres du Conseil économique européen (OECE), réunie à Paris, a particulièrement insisté sur le fait que la garantie de la stabilité financière intérieure des pays membres était une condition essentielle au nécessaire équilibre des balances des paiements. Elle a donc constitué un groupe international d'éminents spécialistes scientifiques et économiques, qui vient de présenter un rapport sur ce problème fondamental. Il faut saluer le fait que les experts ont fondé leurs réflexions sur l'hypothèse d'une économie en développement constant et d'une production croissante, et qu'ils ont particulièrement mis en avant la forte influence que le développement économique supposé des États-Unis va exercer sur les économies européennes et, en particulier, sur la balance des paiements et la politique financière des pays membres.

Ces jours-ci, un petit groupe de sept ministres européens a discuté des résultats du rapport avec des représentants des États-Unis et certains de ces experts. En tant que représentant de la République fédérale d'Allemagne, je me suis rangé – en accord total avec le ministre de l'Économie et avec la *Bank deutscher Länder* (banque des Länder allemands) – à l'avis des experts, qui ont particulièrement souligné l'importance d'une politique monétaire et de crédit saine pour la stabilité financière intérieure et l'équilibre de la balance des paiements. La politique monétaire et la politique financière devraient en effet être coordonnées de manière à se compléter dans leurs effets stabilisateurs. On éviterait ainsi de donner trop d'importance à quelques mesures unilatérales isolées. Bien sûr, il est également nécessaire de coordonner au mieux les objectifs que les États membres et les pays associés veulent donner à leur politique économique et financière. Je considère qu'une des tâches essentielles du Conseil économique européen est de mettre tous les moyens dont il dispose au service de cet objectif.

Je partage l'avis des experts qui estiment qu'une condition essentielle au rétablissement de la convertibilité est la hausse de la réserve monétaire dans les pays européens. Il sera nécessaire d'explorer dans le cadre de l'OECE toutes les possibilités de consolidation des réserves monétaires européennes, qu'il s'agisse de questions liées à la politique commerciale européenne ou américaine, à la circulation internationale des capitaux ou à une collaboration internationale resserrée des banques d'émission. Poussé par certaines indications figurant dans les rapports disponibles, j'ai surtout attiré l'attention lors des négociations de Paris sur la nécessité d'une stabilisation des marchés des matières premières et sur la question des subventions, car, selon moi, ces deux problématiques sont étroitement liées au rétablissement de la convertibilité.

Depuis les événements en Corée, l'expérience a montré que la volatilité des prix sur les marchés des matières premières pouvait perturber de manière indésirable les relations économiques extérieures des

différents pays. Il s'agit d'un problème mondial qui déborde le cadre géographique des compétences de l'OECE. Au sein de l'OECE, nous devrions cependant nous pencher sur l'opportunité de nous efforcer ensemble, dans le cadre d'autres institutions, d'obtenir une plus grande stabilité des marchés des matières premières afin de limiter les répercussions indésirables sur les balances des paiements. Les subventions grèvent les budgets et perturbent dès lors souvent la stabilité financière intérieure; elles entraînent une distorsion de la structure des prix et des coûts, et, par ce biais, exercent également une influence sur les balances des paiements. Qu'il s'agisse de subventions influençant le coût de la vie ou du transport ou de subventions à l'importation ou à l'exportation, les dommages qui peuvent résulter d'une politique de subventions sont souvent considérables. Le système des subventions est fréquemment utilisé dans le contexte de la concurrence internationale et il conduit les États à essayer de se surpasser mutuellement dans l'octroi de subventions et à grever ainsi inutilement leur budget et leur balance des paiements. Une collaboration internationale pour éliminer les subventions non indispensables me paraît donc souhaitable, notamment dans le but de stabiliser les balances des paiements et de permettre la convertibilité des monnaies.

Dans leur rapport, les experts ont indiqué que, dans certains cas, des modifications des cours des monnaies pouvaient être inévitables. À cet égard, il ne faut pas oublier qu'un changement de cours amène dans tous les cas un si grand nombre d'inconvénients tant à l'intérieur que dans les relations commerciales extérieures qu'il ne doit être envisagé qu'en tout dernier recours, en quelque sorte comme l'aboutissement d'une vaste politique de stabilisation. Dans ce contexte, il paraît souhaitable de préciser que les efforts déployés par tout gouvernement pour parvenir, par une politique économique et financière adéquate, non seulement à la stabilité, mais aussi à un niveau des prix et des coûts approprié à l'échelon international, méritent la priorité sur toute considération relative à une éventuelle correction des cours et le soutien international.

Il était réjouissant de constater que tant les experts internationaux que les ministres présents à ces discussions à Paris étaient pour l'essentiel d'accord sur les principes nécessaires d'une politique monétaire et financière saine ainsi que sur la nécessité d'une collaboration internationale étroite en la matière. Selon moi, il n'y a en effet aucune tâche dans le domaine de la collaboration économique internationale qui soit aussi urgente et décisive pour l'avenir que les efforts communs pour mettre en place toutes les conditions permettant le retour des devises européennes à une réelle convertibilité. Les relations avec la zone dollar et avec l'ensemble du système sterling seront ainsi influencées de manière décisive. Cet ordre nouveau est la condition nécessaire à la réalisation d'une véritable intégration économique.